

**Bibliothèque
et Archives
nationales**

Québec



Le présent fichier est une publication en ligne reçue en dépôt légal, convertie en format PDF et archivée par Bibliothèque et Archives nationales du Québec. L'information contenue dans le fichier peut donc être périmée et certains liens externes peuvent être inactifs.

Version visionnée sur le site Internet d'origine le 26 mars 2009.

Section du dépôt légal

Commerce équitable
 Acheter équitable
 Exiger équitable
 Produits équitables
 le café
 le coton
 la banane
 le thé
 le cacao
le sucre
 l'artisanat
 le karité
 Outils d'action
 Liens
 Conférences
 Bottin Équiterre
 Boutique
 Soutenez Équiterre



Nouveau certificat en
 coopération internationale

>>>

Le sucre

- Le commerce conventionnel du sucre
- À la découverte du sucre équitable

Le commerce conventionnel du sucre

Table des Matières

- Le goût caché du sucre
- L'importante industrie du sucre
- Les deux réalités du sucre: Nord-Sud
- La concentration au Canada et dans le monde
- Le cas des travailleurs haïtiens
- Le cas des Philippines



photo : Comité québécois pour la reconnaissance
 des droits des travailleurs haïtiens en République Dominicaine

Le goût caché du sucre

Il y a plus de 20 000 ans, les habitants des îles du Pacifique Sud savaient déjà que certaines plantes sauvages de leur environnement contenaient du sucre. Cependant, il fallut attendre plusieurs millénaires avant que la culture de la canne à sucre ne se propage vers l'Inde d'abord, puis vers le Moyen-Orient, l'Europe et le Nouveau Monde.

Après son introduction aux Antilles et en Amérique par Christophe Colomb, le sucre devint la base de l'industrie la plus lucrative de la planète(1). À titre d'exemple, les archives anglaises du 17e siècle nous rapportent qu'à cette époque, il était possible d'acheter un veau en échange de seulement quatre livres de sucre(2).

La culture de la canne à sucre est intensivement répandue mais malheureusement, son histoire est directement reliée à l'utilisation massive d'esclaves. Dès son origine, sa commercialisation prit une forme triangulaire: les navires quittaient l'Angleterre chargés d'objets de quincaillerie, de textiles et de jouets, pour se diriger vers l'Afrique, où ces produits étaient échangés contre des captifs noirs, qui étaient ensuite déplacés vers l'Amérique. Les soutes des navires étaient enfin remplies de sucre et de rhum en vue du retour vers l'Angleterre(3).

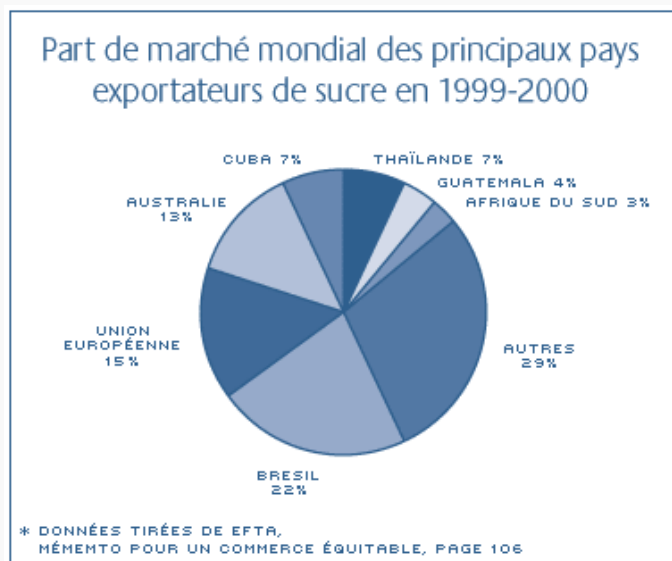
De 4 à 7 millions d'Africains auraient ainsi été transportés vers le Brésil et tout autant vers les Caraïbes, où la canne est aussi cultivée massivement. Ce nombre serait de 8 à 14 fois supérieur à celui des esclaves déplacés à l'époque vers les États-Unis(4). Au début du 19^e siècle, l'abolition de l'esclavage pour tous les sujets britanniques ébranla fortement cette industrie.

Aujourd'hui, la culture de la canne à sucre constitue la principale source de revenus de nombreux petits producteurs et travailleurs dans les plantations des pays en développement. Ces derniers offrent généralement aux industriels des terres d'accueil dépourvues de lois protégeant l'environnement et les personnes. Le secteur du sucre ne fait pas exception à cette règle. Au contraire, il illustre bien jusqu'où peut aller le système d'exploitation des producteurs et travailleurs.

L'importante industrie du sucre

Le sucre est cultivé à partir de la betterave sucrière au Nord et de la canne à sucre au Sud. Plus de 135 millions de tonnes de sucre sont produites chaque année.

Pour plusieurs des 127 pays producteurs, le sucre constitue une source importante de revenus, tout comme le sont le café, le cacao et le thé. Par exemple, il représente, pour Cuba et le Belize, 70% et 40% respectivement, du total de leurs exportations.



La production et la consommation au Canada

Chaque année, le Canada produit une grande quantité de sucre raffiné, dont 90% à partir de sucre de canne importé. En 2002, le Canada a fait venir pour plus de 310 millions de dollars CAN de ce produit.(5)

Le sucre est principalement utilisé dans la production industrielle des aliments et bien qu'il fasse partie de notre quotidien, nous disposons de très peu d'informations sur les conditions de sa production et de sa commercialisation.

De la canne au sucrier

Les travailleurs des plantations et les petits cultivateurs récoltent généralement la canne à sucre à l'aide d'une machette. Par la suite, sa tige est séparée de ses feuilles et de sa base avant d'être chargée sur des charrettes, des camions ou des wagons, en vue du transport vers la sucrerie.

À l'usine, la plante est d'abord moulue de manière à en extraire le jus. Celui-ci est ensuite bouilli jusqu'à ce qu'il épaississe au point de former un sirop. Au repos, il forme des cristaux qui sont passés à travers une centrifugeuse où il en résulte du sucre brut. Ce dernier est envoyé à la raffinerie pour être dissous, purifié et filtré, avant d'être à nouveau cristallisé, puis séché et emballé.⁽⁶⁾

Les deux réalités du sucre: Nord - Sud

Une des caractéristiques fondamentales du marché du sucre réside dans le fait que ni les pays du Nord, ni les pays du Sud, possèdent l'exclusivité de la production et de l'exportation. Ce fait peut sembler banal à première vue, mais il n'en est pas moins lourd de conséquences. Voici pourquoi.

En plus de concurrencer avec le Brésil, désormais premier producteur mondial de sucre, les petits producteurs du Sud doivent également faire compétition aux gros producteurs du Nord, qui disposent de ressources nettement supérieures. Cette réalité s'illustre entre autres par l'écart entre le Produit National Brut (PNB) des pays exportateurs. Par exemple, le PNB du Guatemala se situe à 1670\$US, comparativement à 22 892\$US pour l'Union Européenne (UE).

L'exemple de l'Union Européenne

Le commerce du sucre est caractérisé par un interventionnisme très fort de la part des gouvernements de plusieurs pays producteurs. Dans le but de protéger leur production nationale ou encore pour l'accroître, ceux-ci ont mis en place des mesures protectionnistes dont les conséquences s'avèrent importantes.

À titre d'exemple, dans le cadre de sa Politique agricole commune (PAC), l'Union Européenne (UE) utilise deux principaux moyens qui lui permettent de sortir gagnante des échanges internationaux.

Droits d'importation

L'UE protège son marché de la concurrence internationale en imposant des droits d'importation très élevés sur les sucres étrangers. Le principal résultat de cette protection est d'empêcher la majorité des importations étrangères de sucre et de réduire l'accès à ce marché pour les pays en développement.

Quotas de production et subventions à l'exportation

Aussi, l'UE garantit à ses fermiers d'importants quotas de production pour lesquels les prix payés sont nettement plus élevés que ceux établis par les cours mondiaux. Elle encourage ainsi une surproduction qu'elle écoule dans les pays en développement à des prix inférieurs aux coûts de production. C'est ce qu'on appelle le «dumping».

Impacts de la PAC sur les conditions de vie des producteurs du Sud

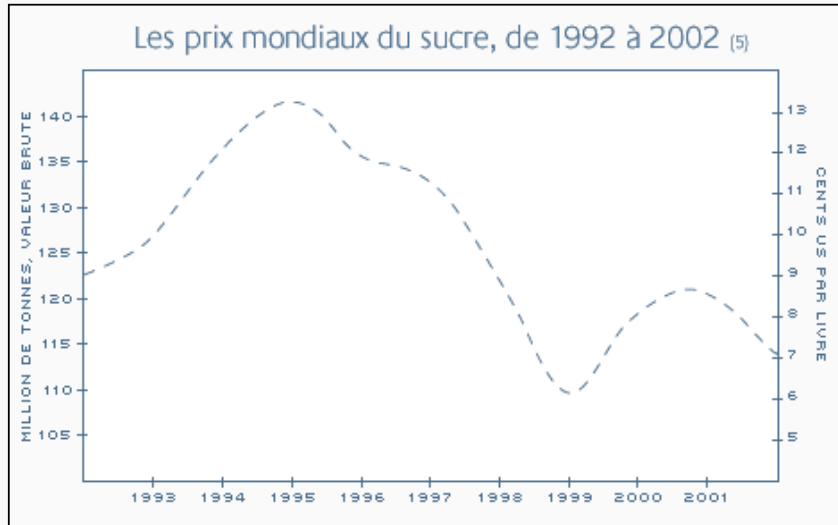
Dans le cas du sucre blanc, l'interventionnisme de l'UE fait en sorte que son prix sur le marché international ne représente que le quart des coûts de production. En plus de faire perdre d'importantes parts de marché aux pays en développement, ces pratiques de «dumping» font chuter les prix à la bourse. Or, la majorité des petits producteurs du Sud n'ont pas accès à des subventions de la part de leur gouvernement et sont donc à la merci du prix du marché international.

Selon John Madeley, auteur du livre *Le commerce de la faim*, «l'abolition de la PAC

réduirait de 25% à 50% les fluctuations du marché international.» Il ajoute : «Non seulement la PAC coûte cher aux contribuables européens et aux agriculteurs du tiers-monde, mais elle est inéquitable pour bon nombre d'agriculteurs européens. Les trois quarts des subventions de la PAC profitent à un quart des exploitations agricoles européennes seulement, soit aux plus grandes, ce qui a acculé des milliers de petits agriculteurs européens à abandonner leur métier au cours des dernières années.(7)»

Les prix mondiaux du sucre en chute libre

Le sucre est transigé à la bourse. En termes réels, son prix a chuté de 76% entre 1980 et 2000. Cette situation s'explique en partie par l'augmentation de l'offre, causée par la hausse de la production et des exportations. Au cours de la même période, la demande en sucre a diminué, due à l'usage accru de produits de substitution, comme les édulcorants ou le sirop de maïs, notamment dans les produits Coca Cola.



La baisse des prix a des impacts directs sur la situation des familles productrices dont les revenus associés à la canne à sucre sont utilisés pour défrayer les soins de santé, l'éducation et les produits alimentaires. La pauvreté frappe les petits producteurs qui n'arrivent plus à répondre à leurs besoins essentiels. De leur côté, les travailleurs saisonniers ou de plantations voient leurs conditions, déjà pénibles, se détériorer.

La concentration au Canada et dans le monde

Les grands gagnants de la politique de l'UE sur le sucre sont les grands transformateurs de sucre et l'industrie agroalimentaire qui utilise une grande quantité de sucre pour la préparation des aliments.

Au Canada tout comme en Europe, un nombre restreint d'entreprises assurent le raffinage du sucre transformé. Au pays, la moitié des usines de transformation du sucre ont fermé entre 1983 et 1995.(8)

Coca Cola: un empire construit avec du sucre

(9) En permettant, au début des années 80, l'usage de succédanés à base de maïs comme produit de remplacement du sucre dans ses boissons gazeuses, Coca Cola plongea l'industrie du sucre dans une profonde crise. C'est qu'à cette époque, avec une consommation annuelle de 600 000 tonnes de sucre, la transnationale en était le plus important consommateur au monde. Ces chiffres n'ont rien d'étonnant quand on considère qu'une portion moyenne de boisson gazeuse de 12 onces ne contient pas moins de 40 grammes de sucre.

Outre les effets très néfastes des produits Coca Cola sur la santé humaine (les enfants nord-américains consomment en boissons gazeuses la totalité de leur besoins quotidiens en sucre, cela en plus d'une quantité importante de caféine), l'entreprise basée à Atlanta inflige un bien triste sort à ses employés des pays du Sud. Coca Cola est entre autres accusée de supporter activement l'usage de groupes paramilitaires pour se protéger des tentatives de syndicalisation de ses travailleurs en Colombie et au Guatemala. En plus de menaces, d'enlèvements et d'extorsion, ces groupes armés à la solde de Coca Cola seraient responsables de la mort de 7 chefs syndicaux colombiens au cours des derniers dix ans ainsi que de 8 guatémaltèques, entre 1975 et 1980.

Sur le plan environnemental, l'entreprise est accusée de plusieurs types de pollution. Par exemple, pour la réfrigération de ses boissons, elle serait la plus grande utilisatrice mondiale de gaz HFC. Ceux-ci, également utilisés comme agent de propulsion des aérosols, par exemple, contribuent à l'effet de serre. La compagnie est aussi accusée de combattre activement les politiques de recyclage de ses bouteilles, dont plus de 19 milliards se retrouvent annuellement dans les déchets. Coca Cola a aussi été condamnée par une cour indienne pour avoir spolié une richesse naturelle inestimable en peignant sur des rochers himalayens des sigles publicitaires de ses produits.

L'environnement sacrifié

Le sucre est principalement cultivé dans de grandes plantations. De nombreuses terres fertiles, qui auraient pu être utilisées pour l'agriculture de subsistance, ont été transformées en grandes monocultures qui épuisent les sols. Pour cultiver intensivement la canne à sucre, des engrais et pesticides chimiques sont massivement employés. Ils polluent l'environnement et peuvent causer des problèmes de santé chez les coupeurs exposés.

Les travailleurs de plantations: le cas des coupeurs haïtiens en République Dominicaine

La situation des travailleurs haïtiens en République Dominicaine est un des cas d'abus lié à l'industrie du sucre le mieux documenté.

En Haïti, l'état de famine permanent entraîne plus de 150 000 Haïtiens à recourir à des postes saisonniers de coupeurs de canne dans le pays voisin, la République Dominicaine, où l'industrie du sucre est la principale source de revenus après le tourisme. Près de 1 200 000 tonnes de cette denrée, destinées au pays industrialisés, y sont produites annuellement. L'État contrôle 80% des plantations de canne, tandis que le reste est entre les mains de grandes entreprises privées(10).

Se faire engager

Selon les termes du contrat passé entre les deux gouvernements impliqués, l'engagement des coupeurs est à la charge des responsables haïtiens. Ces derniers, qu'on appelle passeurs, évoluent dans un système particulièrement corrompu et profitent de l'occasion pour s'enrichir, rendant ainsi le processus d'engagement très onéreux pour les travailleurs. Ces derniers doivent par exemple payer pour l'examen médical, pour la nourriture, pour le logement, pour les vêtements, etc. Croyant que le jeu en vaut la chandelle, ils deviennent vite victimes des faux espoirs générés et propagés par les médias qui sont contrôlés par l'élite du pays. Lorsqu'ils parviennent à décrocher leur emploi de coupeur, presque tous les candidats se retrouvent déjà dans une position d'endettement. Le cercle vicieux est amorcé.

La préparation au travail

Lorsqu'ils arrivent dans la plantation après un long et inconfortable voyage, les employeurs commencent, à coup de longues privations, par «briser» les travailleurs. Plusieurs jours durant, ceux-ci n'ont droit ni à un toit, ni à de la nourriture, ni à du travail. Même l'eau est rationnée. Poussés à l'extrême, les coupeurs en attente dépensent ce qui leur reste d'argent pour se nourrir. Puis, les poches finalement vides, ils échangent contre de la nourriture ce qui leur reste de biens: souliers, vêtements de rechange, montre ou sac. À ce stade, ils se retrouvent dans une situation où pour survivre, ils sont forcés de s'endetter dans le magasin de la plantation, la seule source accessible d'aliments. Ceux qui résistent ou menacent de partir sont battus et emprisonnés. Les travailleurs se retrouvent ainsi dépendants de la plantation et doivent travailler pour assurer leur subsistance.

Les conditions de vie

Les coupeurs haïtiens vivent dans des villages qui sont situés au sein même des plantations et qu'on appelle bateyes. Les maisons qui s'y trouvent ont été bâties par les travailleurs eux-mêmes. On retrouve autour de 400 bateyes en République Dominicaine(11). On estime qu'environ 300 000 personnes d'origine haïtienne y vivent(12).

Les citations suivantes, tirées de Sucre Amer, de Maurice Lemoine, illustrent la réalité des batayes:

«Des capataces ouvrirent toutes les portes et l'atmosphère fut saturée par une mauvaise odeur de merde et de renfermé. C'était donc une habitation de quatre mètres de large sur cinquante de long, divisée tous les quatre mètres par une cloison. Chaque pièce ainsi délimitée comportait une porte numérotée. Des cellules vides et sans fenêtres, pratiquement sans aération sous ce climat. Parfois, un ou deux lits de fer, superposés ou pas, sans matelas, formaient un semblant de mobilier. Et puis rien d'autre. Mais alors vraiment rien. On les fit avancer et on les distribua à quatre par réduit. Ils entraient, clignaient des yeux, se retournaient, se retournaient encore. Pas la peine de chercher quoi que ce soit. Quatre murs. Pas une table, pas une chaise, aucune condition d'hygiène, pas de lavabo. Rien. Rien que cette pièce. (13)»

«Dans une pièce voisine, quatre kongos [coupeurs] désabusés étalèrent sur la dalle de ciment l'unique sac qu'ils avaient pu récupérer. Ils se couchèrent l'un à côté de l'autre, chacun reposant son dos sur la toile pour ne pas prendre froid, la tête et le reste du corps en dehors, sur le ciment. Ils n'eurent pas à éteindre la lumière, il n'y en avait pas. (14)»

Le travail, la paie et le crédit

Les Dominicains qui vivent aux environs des plantations ont mis sur pied un système qui vise à leur faire profiter avantageusement du travail des coupeurs. Ainsi, le chargeur de canne demande un «encouragement» en argent pour ne pas oublier de ramasser une charge. Le peseur truque la balance et s'accapare une partie de la charge. L'épicier quant à lui fait coup double en prenant une commission sur les ventes d'aliments mais aussi sur l'échange des bons salariaux. De son côté, la compagnie n'échangera pas ses bons sans demander qu'une taxe de 20% ne soit acquittée. C'est ainsi que régulièrement, une semaine de travail coûte plus cher qu'elle ne rapporte.

Prisonniers du système

Face aux difficultés de la coupe de la canne et aux maigres gains qu'elle génère, plusieurs coupeurs haïtiens aimeraient bien retourner chez eux. Pourtant, cela leur est impossible puisque le permis de travail qu'ils reçoivent à leur entrée en République Dominicaine n'est valide que sur la plantation où on les destine. Quitter les lieux physiques de la plantation fait donc d'eux des illégaux, passibles de prison et bien sûr, de travaux forcés... dans les plantations! De plus, la paie étant souvent retenue longtemps par les patrons, un travailleur qui décide de prendre la fuite doit la plupart du temps accepter de perdre le bénéfice de plusieurs mois de travail.



photo: Comité québécois pour la reconnaissance des droits des travailleurs haïtiens en République Dominicaine

Des rapports internationaux qui dénoncent la situation

Selon un Rapport du Conseil économique et social des Nations Unies daté de mai 1998, la situation décrite ci-dessus sur la base d'un livre publié en 1981 serait toujours pertinente. Le document récent, même s'il souligne la modification de certaines lois depuis la parution de ce livre et les importantes protestations qui l'ont suivi, déplore ouvertement les terribles conditions de travail et d'embauche dans les plantations de ce pays qui contreviennent toujours aux accords mondiaux sur l'abolition de l'esclavagisme.

Le cas des Philippines

(15) Le cas du sucre aux Philippines illustre particulièrement bien les effets néfastes pour un pays de la dépendance liée à l'industrie sucrière. Dans son livre *La civilisation du sucre*, Al Imfeld cite l'historien Constantino, qui serait convaincu que l'American Sugar Refinery Company a joué un rôle prépondérant dans l'annexion des Philippines par les États-Unis en 1898 (le pays a appartenu aux États-Unis de 1898 à 1946). Dans le cadre des accords commerciaux découlant de cette nouvelle relation privilégiée entre les deux pays, l'industrie sucrière philippine a joui d'un accès privilégié à l'énorme marché américain basé sur des quotas et des prix élevés. Une fois que les États-Unis réussirent à se constituer une industrie propre, au début des années 1970, ils abolirent ce régime d'exception et initièrent ainsi le déclin de celle aux Philippines. Dans les 20 années qui suivirent cette décision, les exportations de sucre aux États-Unis diminuèrent de plus de 88%, entraînant une chute de près de la moitié de la superficie cultivée dans tout le pays. Au cours de cette période, l'apport du sucre à l'économie de cet ensemble d'îles du Pacifique est passé de 20% à 7%.

Pour expliquer les motivations derrière ce traité de libre échange entre les États-Unis et les Philippines, Al Imfeld cite le rapport Bell sur l'orientation de la politique américaine d'import-export: «La poursuite du libre échange servait aussi bien les intérêts américains que ceux de la classe supérieure des Philippines. Cette classe n'investit pas dans son propre pays: soit elle consomme d'onéreux produits de luxe, soit elle fait des placements et spéculé à l'étranger.(16)» Le secret du pouvoir de cette classe aisée d'apparence désintéressée est mis à jour dans un passage tiré du même auteur: «Aujourd'hui, seize groupes de familles contrôlent l'île de Negros où on produit 80 pour cent du sucre [...] Les grands propriétaires sont aussi à la tête du parti politique pro-gouvernemental; ils sont aussi maires des plus importantes agglomérations, il sont aussi membres des conseils d'administration des banques; ils sont aussi propriétaire des étangs, des lacs, et des bateaux de pêche équipés pour la haute mer, assurant ainsi le contrôle du marché du poisson; ils travaillent aussi la main dans la main avec l'armée, la police et les juges...(17)».

Cette concentration du pouvoir entre les mains d'un petit clan affecte les conditions de vie de la population. «L'État a fixé le seuil de la pauvreté à 1920 pesos par mois aux Philippines. C'est à peu près la somme que je gagne par an comme ouvrier de la canne à sucre(18).» De plus, les impacts sociaux de la production intensive de sucre sont indissociables des impacts environnementaux. «Les terres fertiles du

Nord-Est ont été presque totalement épuisées au cours des siècles par la monoculture [...] Les patrons des plantations [...] ont converti une région fertile en un camp de concentration pour 30 millions d'hommes(19).

Sources

- 1- HENDERSON, Clarence.
- 2- BURKE, Ray, The bee, the reed, the root - [The History of Sugar](#)
- 3 HENDERSON, Clarence. Op. cit.
- 4- WAGNER, Philip, Slavery, Sugar and Blood, Brazzil (Web), April 2002.
- 5- Institut canadien du sucre
- 6- Le commerce de la faim – la sécurité alimentaire sacrifiée sur l'autel du libre-échange,
John Madeley, Enjeux Planète, p. 105.
- 7- Tiré du graphique publié par le FAO
- 8- [Développement des ressources humaines Canada](#)
- 9-
- 10- Le batey: un village improvisé, par Isabelle Marjorie Tremblay, Solidaridad, publié par Plan Nagua.
- 11- Ibid
- 12- Développement et paix – Anti Slavery, République Dominicaine – Les coupeurs de sucre haïtiens
- 13- LEMOINE, Maurice, Sucre amer, Nouvelle société des éditions encre, Paris, 1981, page 58.
- 14- Ibid, page 64.
- 15- MFELD, Al, La civilisation du sucre, Edition Pierre-Marcel Favre, Lausanne, 1986.
- 16- Ibid, p. 147
- 17- Ibid, p. 148.
- 18- Ibid, p. 148.
- 19- Ibid, p. 177.

Nos partenaires:



[suite page 2/2 >>>](#)

Commerce équitable

Commerce équitable

Acheter équitable

Exiger équitable

Produits équitables

le café

le coton

la banane

le thé

le cacao

le sucre

l'artisanat

le karité

Outils d'action

Liens

Conférences

Bottin Équiterre

Boutique

Soutenez Équiterre



Nouveau certificat en
coopération internationale

>>>



Le sucre

- [Le commerce conventionnel du sucre](#)
- [À la découverte du sucre équitable](#)

 [À la découverte du sucre équitable](#)

Table des matières

- [Le sucre certifié équitable: pour de meilleures conditions de vie](#)
- [Égalité des sexes et droits des femmes](#)
- [Développement communautaire](#)
- [La certification équitable: votre garantie en tant que consommateur](#)
- [Des coopératives du Paraguay et des Philippines](#)



photo : Comité québécois pour la reconnaissance
des droits des travailleurs haïtiens en République Dominicaine

Le sucre certifié équitable: pour de meilleures conditions de vie

Au Canada, nous luttons constamment pour améliorer nos normes sociales et garantir l'accès universel aux soins de santé et à l'éducation. En choisissant des produits équitables, nous pouvons étendre cette possibilité d'une meilleure qualité de vie aux communautés défavorisées de la planète. En effet, le commerce équitable est un mode d'échanges plus juste qui permet à des producteurs et travailleurs des pays du Sud d'améliorer leurs conditions de vie et de prendre en charge le développement de leur communauté.

Le commerce équitable vise le développement durable

Le sucre équitable est payé un prix juste et est acheté directement à des coopératives de petits producteurs qui pratiquent une agriculture écologique. Les surplus sont gérés de manière démocratique et sont réinvestis dans des projets communautaires liés à la santé, à l'éducation et à l'environnement. Le commerce équitable promeut un développement social, économique et écologique au sein des communautés impliquées. Ses principes favorisent l'égalité des sexes et le respect des droits des travailleurs.

Un meilleur prix: une question de justice!

Le sucre équitable ne se transige pas à la bourse. Il est acheté directement des coopératives de petits producteurs qui en reçoivent un prix de 3 à 4 fois plus élevé que sur le marché conventionnel. Ce meilleur prix leur permet d'améliorer leurs conditions de vie et leur autonomie.

Pour les producteurs, la stabilité des prix équitables leur permet de prévoir leurs revenus futurs et ainsi de mieux planifier leurs activités et leurs dépenses. Les prix payés aux producteurs doivent être égaux ou supérieurs à un seuil fixé qui se situe entre 480 U\$/MT et 650 U\$/MT, selon le type de sucre. À titre de comparaison, le prix du sucre à la bourse en 2002 était de 152\$ US/tonne. De meilleures conditions pour les travailleurs saisonniers et d'usin

Le secteur du sucre compte sur le travail de nombreux travailleurs saisonniers ainsi que sur celui de travailleurs de raffinerie. Tandis que pour les petits cultivateurs, le meilleur prix payé sur le réseau équitable constitue un avantage important, les travailleurs voient leur principal gain dans l'amélioration de leurs conditions de travail.

Le cas de CoopeAgri

(20) La coopérative de sucre équitable CoopeAgri située au Costa Rica regroupe plus de 670 producteurs et engage plusieurs employés saisonniers durant la période des récoltes où la charge de travail aux champs est très importante. En plus d'avoir un contrat de travail en bonne et due forme, les employés ont tous droit à une sécurité sociale et à une assurance accident.

Égalité des sexes et droits des femmes

Le commerce équitable vise à améliorer les conditions de vie des femmes. Ceci implique qu'elles ont droit à leur propre contrat d'embauche et à leur propre salaire. Elles peuvent aussi bénéficier de prestations de maternité et de soins de santé gratuits.

Un exemple des Philippines

(21) Le cas d'Alter Trade, une coopérative philippine de petits producteurs de sucre de canne équitable, est un bel exemple des mesures qui peuvent être mises en place. Alter Trade regroupe plus de 800 membres, dont 37% sont des femmes. En adhérant aux principes du commerce équitable, Alter Trade a adopté des mesures concrètes pour améliorer les conditions des femmes au sein de son organisation. Voici certains principes et moyens mis de l'avant:

- À travail égal, salaire égal: les femmes touchent autant que les hommes.
- Augmentation de la participation des femmes dans la prise de décisions, la gestion des projets et les activités

organisationnelles.

- Pas de discrimination envers les femmes sur les plans de l'accès à l'emploi, à des promotions ou à des emplois en gestion.
- Mise en place d'avantages sociaux qui répondent aux besoins des femmes, notamment par rapport à la maternité.

(Un portrait plus détaillé d'Alter Trade est présenté à la fin du document)

Développement communautaire

Les organisations certifiées équitables s'engagent à réinvestir une partie de leurs revenus dans des projets de développement communautaire. Les projets touchent le développement d'infrastructures locales, de services aux membres ou de services de base tels que l'accès à l'eau potable, aux soins de santé et à l'éducation. Ces projets répondent aux besoins de la population locale et visent à améliorer ses conditions de vie.

Le développement communautaire au Paraguay

(22) La raffinerie OTISA, située au Paraguay, est certifiée équitable par FLO puisque sa principale activité consiste au raffinage du sucre équitable et biologique de trois coopératives de petits producteurs de sa région. À travers son programme de «soutien aux producteurs de sucre de canne», celle-ci a un impact très significatif sur le développement de la région. En plus des centaines d'emplois que ses opérations créent durant la saison forte, elle a mis en place de nombreux programmes qui contribuent à la formation technique et au développement communautaire. OTISA a un projet scolaire pour les communautés et offre du matériel scolaire pour les enfants des membres. Sur le plan de la santé, elle fournit une partie des soins médicaux et organise chaque mois une consultation générale gratuite.

Le Comité de Producteurs Montillo est une des coopératives qui fournit OTISA en sucre équitable. Le développement communautaire est la principale activité de ce comité de producteurs qui a vu le jour en 1995. Dès ses débuts, le groupe est parvenu à convaincre la compagnie d'électricité d'alimenter la communauté. Actuellement, le comité souhaite susciter le développement de canaux pour la distribution de l'eau dans la communauté. (Un portrait détaillé d'OTISA figure à la dernière partie du document).

Un crédit qui fait toute la différence

Puisque la canne à sucre est récoltée, et donc payée, seulement au cours d'une période par année, il est fréquent que les petits producteurs aient besoin d'un crédit pour se procurer des ressources agricoles comme des graines ou encore pour parer aux imprévus. Puisque les banques conventionnelles refusent généralement de prêter aux petits producteurs, les organisations de commerce équitable (OCE) qui achètent le sucre aux coopératives s'engagent à leur offrir un crédit qui se traduit souvent par l'achat à l'avance d'une partie de la récolte.

La possibilité de recourir à un crédit est d'une telle importance pour les petits producteurs que plusieurs coopératives ont décidé de mettre sur pied ce service. Par exemple, la Coopérative de Production Agro-Industrielle Manduvira, qui regroupe 57 familles productrices de canne à sucre équitable du Costa Rica, a été créée

principalement dans le but d'offrir un crédit à ses membres. À ce jour, elle fonctionne indépendamment de la banque commerciale(23).

Appui dans la commercialisation des produits et dans la transformation
Pour les petits producteurs, se joindre à une coopérative leur permet de mettre en commun leurs ressources et de se doter de services et d'infrastructures. Il s'agit souvent pour eux de la seule manière de pouvoir transformer leurs produits et de bénéficier ainsi de la valeur ajoutée qui lui est associée.

Une coop qui raffine...

Située au Costa Rica, la coopérative Coopecanera regroupe 1100 producteurs de sucre équitable. Par le biais de la coopérative, les membres possèdent leur propre raffinerie, ce qui leur permet de bénéficier d'une assistance technique liée à la coupe de la canne, à son nettoyage et au transport jusqu'à la raffinerie. La raffinerie a l'avantage de bénéficier à tous les membres et de permettre l'obtention d'un meilleur prix pour le sucre transformé, ce qui contribue au développement économique et social de la région.

La certification équitable: votre garantie en tant que consommateur

Le sucre équitable est vendu dans 9 pays. Au Canada, l'organisation indépendante TransFair Canada appose son logo sur les produits dont la production et la commercialisation ont été effectuées selon les normes équitables. L'organisation certifie les importateurs et distributeurs de sucre équitable.

Pour vous assurer que le sucre que vous choisissez répond aux principes du commerce équitable, recherchez le logo de TransFair Canada.



TransFair Canada

TransFair Canada travaille en collaboration avec Fairtrade Labelling Organizations International (FLO-International), qui certifie les coopératives équitables dans les pays producteurs. FLO-International chapeaute 17 organisations de certification dans autant de pays. Le sucre équitable est produit par 12 organisations de producteurs, membres du réseau de FLO, situées au Paraguay, au Costa Rica, en République Dominicaine, en Équateur, au Malawi et aux Philippines.

Au Sud: les critères de certification du sucre équitable

- L'organisation regroupe des petits producteurs et est gérée de manière transparente et non discriminatoire;
- Les coopératives et les plantations ont les capacités d'exporter leurs produits;
- Les revenus sont gérés démocratiquement par les membres de la coopérative et sont réinvestis dans des projets de développement communautaire;
- Les droits de la personne sont respectés et les travailleurs bénéficient de bonnes conditions de travail;
- Les pratiques agricoles sont écologiques.

Au Nord: les critères de certification des Organisations de commerce équitable (importateurs et distributeurs)

- Les Organisations de commerce équitable (OCE) sont transparentes dans leur gestion;
- Les OCE achètent le sucre à un prix minimum qui couvre les coûts de production;
- Elles offrent au besoin un crédit aux producteurs;
- Elles s'engagent à long terme auprès de la coopérative;
- Elles encouragent des pratiques agricoles écologiques.

Le cas du Paraguay et des Philippines

Portrait de la Coopérative El Arroyense Ltda et de l'usine OTISA au Paraguay (24) Depuis 1999, trois nouvelles coopératives du Paraguay participent au commerce équitable et regroupent des petits producteurs de canne à sucre qui cultivent des terres de un et cinq hectares. Cette production constitue le principal gagne-pain des familles membres. Voici le portrait d'une de ces coopératives: El Arroyense.

Une réponse aux besoins des producteurs

La Coopérative El Arroyense a été créée il y a plus de 10 ans par un groupe de producteurs. Sa mission est la suivante: «Améliorer la coopération entre les membres afin de leur permettre d'accéder à une meilleure situation économique, sociale, culturelle et morale. Elle vise également à développer une politique de coopération et un soutien technique avec les autres coopératives. Enfin, elle souhaite développer l'idée de solidarité et d'assistance mutuelle pour faire émerger une conscience coopérative».

À travers ses années de développement et de travail, la coopérative a atteint deux objectifs importants: assurer la commercialisation des produits et financer les moyens de production agricole. Les services offerts par la coopérative ont entre autres permis d'opérer d'importants développements pour rendre les capitaux plus accessibles et améliorer le système de transport. De plus, la coopérative a développé des moyens efficaces pour vendre d'autres produits tels que bananes, tomates, melons et ananas, sur le marché local.

Gestion démocratique

L'organisation regroupe 35 familles, pour un total de 213 membres, dont 13 femmes. Sa gestion est démocratique, sous le principe: un membre, un vote. C'est l'Assemblée générale, lors de sa rencontre annuelle, qui élit les 7 membres du conseil d'administration.

Les profits engendrés par la vente de sucre équitable sont gérés par les membres, selon leurs besoins. La répartition se fait comme suit: 10% des bénéfices sont attribués à la réserve de la coopérative, au moins 10% sont destinés au fonds d'éducation et un autre minimum de 10% revient au fonds de solidarité qui accorde les crédits aux producteurs. Les fonds qui restent sont réinvestis dans des projets communautaires, dans le fonctionnement de la coopérative, ou sont redistribués aux membres.

Des avantages pour les membres

La coopérative offre plusieurs avantages aux producteurs, dont un service de crédit. La plupart des prêts sont effectués pour une période de 6 mois. Il s'agit d'un service très important puisque les petits producteurs n'ont pas la possibilité d'obtenir un crédit de la part des institutions bancaires traditionnelles. De plus, la coopérative possède un tracteur qui est mis à la disposition des membres, mais qui peut aussi être utilisé par des producteurs non-membres, en échange d'une contribution minime.

La transformation de la canne à sucre: l'affaire d'OTISA

Puisque la transformation du sucre nécessite des infrastructures très coûteuses, La Coopérative El Arroyense travaille en partenariat avec l'usine locale OTISA qui transforme et commercialise le sucre biologique et équitable de chaque coopérative de la région.

OTISA croit beaucoup à l'importance de l'agriculture biologique, mais souhaite aussi contribuer à l'émancipation sociale des producteurs et de leurs familles. Les conditions de travail des 54 employés de l'usine sont très intéressantes. Récemment, les salaires qui étaient établis selon le salaire minimum légal ont été augmenté de 10 à 20%. Les employés bénéficient de la sécurité sociale et ont droit à 12 jours de vacances par année et ce nombre augmente avec l'ancienneté. Pendant la période des récoltes, environ 100 personnes sont légalement embauchées, c'est-à-dire avec un contrat de travail.

De meilleurs prix et une implication sociale hors du commun

En plus des emplois déjà mentionnés, OTISA s'implique dans la formation technique des producteurs. Également, plusieurs programmes ont été mis en place dans la région qui contribuent à l'amélioration de la qualité de vie des producteurs. Par exemple, un «Programme de promotion pour le développement coopératif» a permis de réaliser une étude portant sur les difficultés auxquelles font face les producteurs puis de travailler pour y trouver des solutions. Suite aux résultats de la recherche, OTISA a développé un réseau de transport qu'elle gère elle-même, les conditions de travail des coupeurs de canne ont été améliorées et les salaires augmentés.

Portrait d'Alter Trade aux Philippines

(25) C'est en 1995 que Alter Trade obtint sa certification équitable de Fairtrade Labelling Organizations International (FLO). Pour Alter Trade, la participation au réseau du commerce équitable est importante puisque les critères équitables encouragent d'un côté des conditions de travail dignes et de l'autre, une production biologique bénéfique pour la santé et l'environnement. Comme l'explique Norma G. Mugar, président d'Alter Trade Foundation, «le commerce équitable suscite non seulement un développement durable des communautés, mais aussi, du point de vue des petits producteurs, la justice pour la majorité pauvre.» Actuellement, 21 organisations sont soutenues par Alter Trade Foundation, pour un total de 833 producteurs.

Les droits des femmes

Sur le total des membres d'Alter Trade, 37% sont des femmes. Un programme de sensibilisation sur la situation des femmes touchant les cultivatrices et les travailleuses de l'usine et des bureaux d'Alter Trade a été initié. Jusqu'à maintenant, plusieurs mesures mises de l'avant, comme l'égalité des salaires et la non-discrimination vis-à-vis l'accès aux emplois en gestion, ont eu des effets positifs sur la qualité de vie des femmes et leurs droits sont de plus en plus respectés et reconnus. Des impacts concrets sur la vie des membres de la communauté

Alter Trade considère que le commerce équitable améliore les conditions de vie et de travail de différentes façons. Comparativement aux revenus reçus par les producteurs avant 1995, ces derniers ont connu une augmentation de leurs revenus provenant du sucre de canne de 221%.

Tandis que les usines de sucre sont reconnues pour acheter leur sucre principalement de grandes plantations à un prix qui varie constamment, Alter Trade propose à ses membres des prix stables qui ne fluctuent pas et leur offre la priorité sur le plan du transport et de la transformation.

Agriculture et développement durable

Le principal projet de développement mis de l'avant par Alter Trade consiste en un programme d'agriculture écologique. L'organisation fait la promotion de l'agriculture biologique, de la diversification des cultures et des pratiques agricoles écologiques. Par ailleurs, les fermes qui y auraient droit ne peuvent pas toutes être certifiées biologiques puisque, contrairement à la certification équitable dont les coûts sont défrayés par les organisations de commerce équitable du Nord, la certification biologique est aux frais des producteurs. Or, comme le coût annuel d'inspections s'élève à 6 000\$ US, cette somme est hors de portée pour beaucoup d'entre eux. Vu ces coûts trop élevés, l'appui financier d'Alter Trade est essentiel pour que les

producteurs puissent obtenir leur certification.

Enfin, le transfert de technologies, de connaissances et de méthodes écologiques entre les membres est encouragé. Comme l'explique Norma G. Mugar, directeur d'Alter Trade, «c'est à travers ce cycle continu de production et de promotion que la compréhension des membres et le développement durable des communautés évoluent parallèlement.»

Où trouver du sucre équitable près de chez vous?

Pour cuisiner ou tout simplement pour sucrer vos aliments, procurez-vous du sucre équitable qui est maintenant disponible chez plusieurs détaillants. De plus, les barres de chocolat équitables vendues au Canada sont fabriquées à partir de cacao et de sucre certifiés équitables. Pour connaître les points de vente de ces produits, consultez le répertoire des endroits où trouver des produits équitables sur le site Internet d'Équiterre. Vous y trouverez aussi des idées de recettes à base de sucre équitable: www.equiterre.org.

De plus, vous pouvez inviter votre commerçant à offrir des produits équitables en lui présentant la liste des distributeurs qui est aussi disponible à la même adresse. En demandant les produits équitables, vous contribuerez au développement du commerce équitable ici, au Canada et à l'amélioration de la qualité de vie de petits producteurs et de travailleurs saisonniers!

Sources

20- Solidar'Monde

21- Informations tirées d'une entrevue réalisée par Équiterre avec Norma G. Mugar, président d'Alter Trade Foundation.

22- Solidar'Monde

23- Ibid

24- Ibid

25- Informations tirées d'une entrevue réalisée par Équiterre avec Norma G. Mugar, président d'Alter Trade Foundation.

Recherche: Karine Filiatrault, Normand Roy, Alain Usereau, Anne Delorme

Rédaction: Karine Filiatrault, Normand Roy

Validation: Chantal Havard, Rosalie Da Sylva-La Rue, Saleema Hutchinson, Dario Lezoni et Isabelle St-Germain.

Correction: Fernande Ménard

Graphisme: Sébastien-Philippe Fortin

Photos: Comité québécois pour la reconnaissance des droits des travailleurs haïtiens en République Dominicaine.

Nos partenaires:

